

Je l'ai fait parce qu'à l'issue de la construction de la tribune du Stade Guy Moquet (en 2007), celle-ci présentait une fuite dans la toiture. On demandait à l'époque à la commune de payer 160 000€ pour les réparations. **Toujours soucieux de préserver l'argent de la ville, j'ai refusé que la ville paye et j'ai exigé qu'on saisisse la justice pour déterminer qui était responsable de cette fuite et qui devait en payer la réparation.**

Au cours de l'expertise judiciaire, on nous a reproché de ne pas avoir respecté les règles des marchés publics pour le choix de l'architecte, ce qui a déclenché une enquête qui s'est terminée en 2011. Là encore, **malgré trois années d'enquête, je n'ai à aucun moment été soupçonné d'avoir cherché à tirer un quelconque profit personnel dans cette histoire.** C'est la raison pour laquelle le Parquet de Paris, m'a proposé la même procédure de "reconnaissance préalable de culpabilité" que précédemment, assortie d'une amende de même nature.

J'ai clairement refusé. Car, si je peux assumer la responsabilité d'une erreur commise par une administration que je dirige, je refuse de reconnaître une faute hypothétique dans un processus où je ne suis pas intervenu.

Alors qu'il y a bien eu une mise en concurrence, on nous reprocherait seulement de ne pas avoir choisi la bonne procédure. Les juristes spécialisés dans les marchés publics continuent de m'indiquer qu'à leurs yeux, je n'ai pas commis d'infraction.

Aujourd'hui, je découvre par la presse que le Parquet Général de Paris (instance judiciaire la plus proche de la Ministre de la Justice et qui ne bénéficie pas de l'indépendance des autres magistrats) aurait décidé de me poursuivre.

J'espère simplement que **ceci sera jugé rapidement afin de laver le soupçon** que certains veulent faire peser sur moi. J'attends donc avec sérénité cette procédure car je pourrais enfin **me défendre et être entendu par des juges indépendants.**

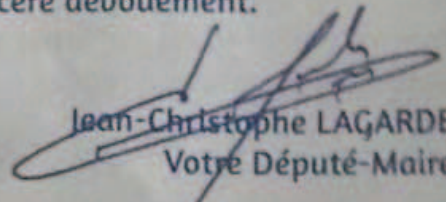
Car je ne suis pas dupe de la manœuvre politique. Comme par hasard, cette information est livrée par le pouvoir à la presse 2 jours après que j'ai interpellé le Premier Ministre à l'Assemblée Nationale et **demandé une Commission d'Enquête** sur le rôle du Gouvernement dans l'affaire Cahuzac. Bizarrement, le journaliste serait informé alors que je n'ai aucune nouvelle de la Justice et qu'aucune date d'audience ne semble fixée. Curieusement, quelques socialistes locaux proches de M. Cahuzac, s'attribuent les "mérites" d'une procédure à laquelle ils sont étrangers, et distribuent leurs tracts le lendemain même. Tout cela à 11 mois des élections municipales...

Depuis 12 ans, je me suis habitué à leurs coups tordus et je sais combien le fait que je sois le seul Député d'opposition de notre Département dérange. Faute de nous battre électoralement, ces gens là ne rêvent que de me salir pour assouvir leurs ambitions.

Mais n'importe qui peut comprendre que si j'avais eu quelque chose à cacher dans la construction de cette tribune, **je n'aurais pas pris le risque de saisir la justice moi-même** pour protéger les deniers communaux! L'ironie de l'histoire, c'est que finalement la réparation de la fuite n'a coûté que 20 000€. Et si je suis poursuivi demain, ce sera parce que j'ai défendu jusqu'au bout nos intérêts municipaux, ce qui a permis à la ville d'économiser 140 000€...

Fidèle aux 12 années passées ensemble à faire progresser notre ville, je vous dois ces vérités et vous assure que je ne baisserai pas les bras devant ces manœuvres.

Je vous prie de croire, Madame, Mademoiselle, Monsieur, en mon sincère dévouement.


Jean-Christophe LAGARDE
Votre Député-Maire